

Collectif Résister

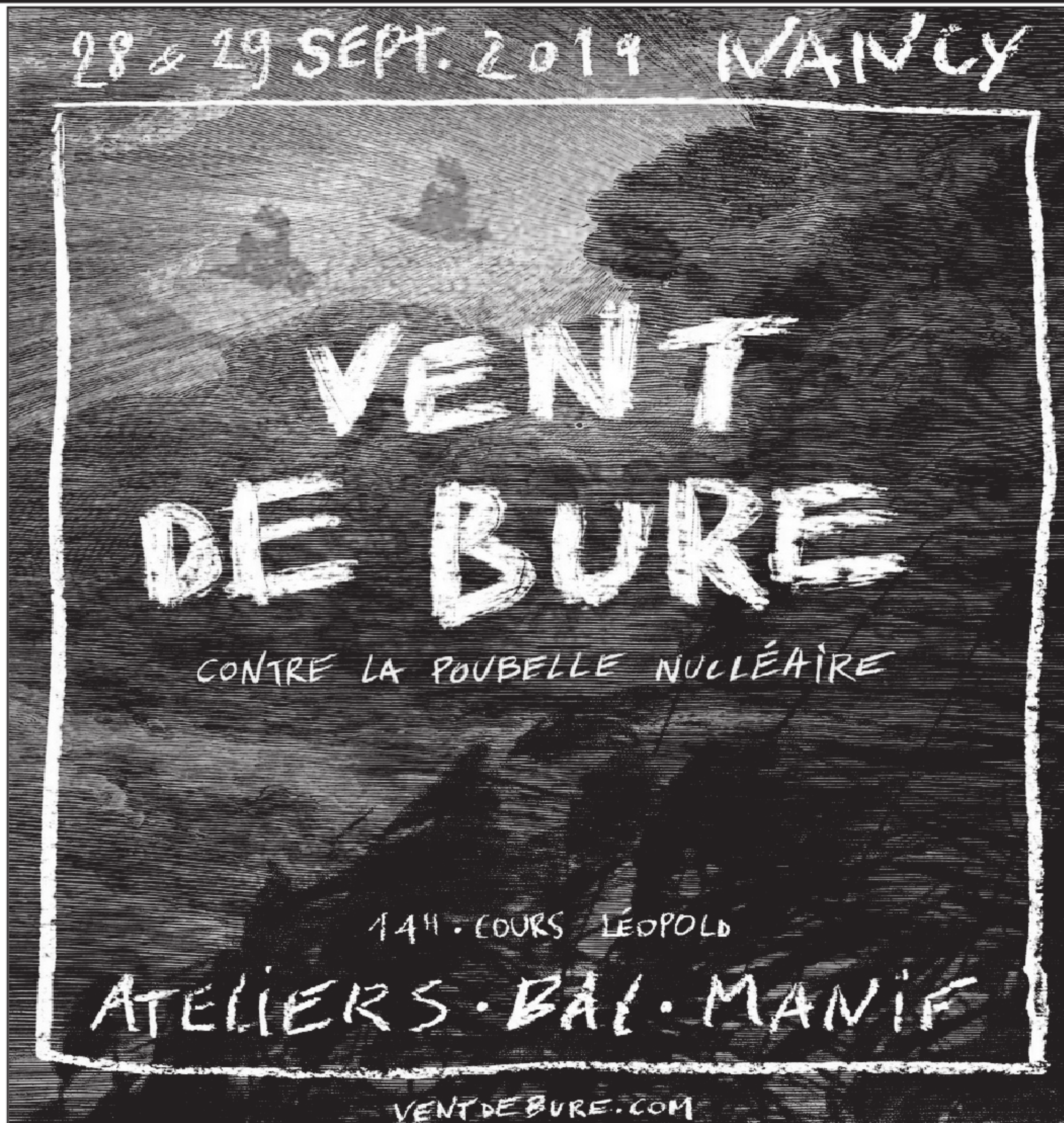
S'informer, s'organiser, agir !  
La lutte continue !



# Résister!

#64 - septembre 2019

*au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation*



Participation

La participation  
est librement fixée  
par le lecteur. Le  
prix de revient de  
ce numéro est de  
1,00 €

CHASSE

page 5

NATURE

page 8

SODOMIE

page 14



# Féminismes : vive la quatrième vague !

*Les derniers mois ont vu paraître plusieurs ouvrages qui témoignent du renouveau des luttes féministes. Parallèlement au regain des mobilisations (grèves internationales du 8 mars, #MeToo, etc.), on assiste à un renouveau réflexif et théorique qui laisse augurer l'entrée dans une nouvelle période. Retour sur trois ouvrages courts mais importants, à se procurer dès la rentrée : un recueil d'essais théoriques, une histoire militante du féminisme, un manifeste.*

## Production et reproduction sociale

Née en Italie, Silvia Federici est une universitaire états-unienne et militante féministe qui s'inscrit dans le courant de la reproduction sociale. Son livre, *Le Capitalisme patriarcal*, réunit les traductions de six de ses textes parus entre 1975 et 2017. Il aborde de manière très claire cette conception féministe révolutionnaire qui se propose d'utiliser Marx contre Marx.

Au marxisme, l'auteure emprunte la philosophie de l'Histoire et le rôle fondamental qu'y joue la lutte des classes, la conception de la nature humaine comme produit d'un rapport social et le lien entre théorie et pratique révolutionnaires. Mais elle pointe un angle mort dans la compréhension marxiste de la société capitaliste : à côté de la production des marchandises, d'où le capital extrait la plus-value qu'il accumule en profits, Marx a manqué de prendre en compte la sphère de la *reproduction* sociale. La reproduction de la force de travail, quotidienne et intergénérationnelle, qui inclut le travail domestique et sexuel, est pourtant une condition nécessaire à la production des marchandises.

Pour Federici, un changement s'est opéré au cours des années 1850-1860, quand la bourgeoisie a compris que l'exploitation en usine, sans limite, des femmes et des enfants, menaçait les conditions de survie du prolétariat. Par suite, avec le passage de l'industrie légère à l'industrie lourde (métallurgie) et le besoin d'une main-d'œuvre plus robuste, on a favorisé le retour des femmes au foyer avec l'augmentation du salaire ouvrier... Corrélativement, le travail domestique (ménager et sexuel) s'est trouvé confiné à la sphère « privée » et naturalisé, c'est-à-dire attribué aux femmes comme relevant de leur biologie, comme si la reproduction sociale se trouvait abstraite du domaine de la marchandise.

L'enjeu selon Federici est de bien comprendre que l'oppression des femmes est un rapport d'exploitation et que le patriarcat est au cœur du capitalisme. La domination masculine n'est plus alors une question secondaire mais elle devient centrale, en tant que rapport de reproduction, au même titre que les rapports de production à l'usine, et un levier dans la lutte pour le renversement du capitalisme. On ne peut pas reléguer le

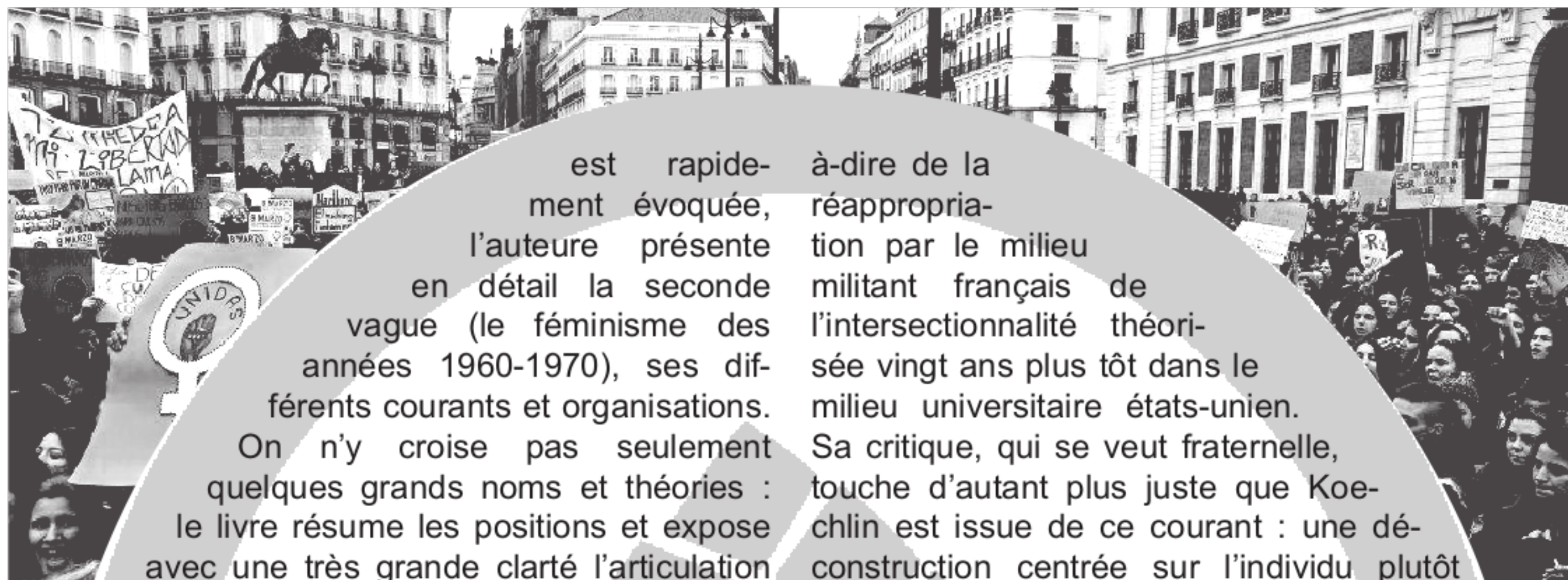
combat féministe après la lutte des classes, il en est une des composantes.

## Le féminisme en plusieurs vagues

Le second ouvrage, *La Révolution féministe*, est écrit par Aurore Koechlin, une sociologue et militante féministe française. Il propose une synthèse de l'histoire du féminisme aux États-Unis et en France, de ses différents moments et contradictions internes. Si la première vague (lutte pour le droit de vote des dites « suffragettes » au tournant du XX<sup>e</sup> siècle)







est rapidement évoquée, l'auteure présente en détail la seconde vague (le féminisme des années 1960-1970), ses différents courants et organisations. On n'y croise pas seulement quelques grands noms et théories : le livre résume les positions et expose avec une très grande clarté l'articulation des débats théoriques (entre féminisme différentialiste, féminisme matérialiste et féminisme lutte de classes) et des enjeux organisationnels et militants, autour du droit à l'avortement et de la lutte contre l'exploitation domestique. L'auteure expose également ce qu'il est advenu de cette vague, qui s'est trouvée de fait absorbée soit dans le milieu universitaire, soit dans ce qui constitue le féminisme institutionnel, proche du féminisme d'État, et dont le combat semble s'être réduit à la représentation paritaire dans les institutions.

Koechlin expose également les grandes lignes de la troisième vague qui s'est développée aux États-Unis dans les années 1990, puis est arrivée en France dans les années 2000-2010. Issue du *black feminism*, des études de genre et de la théorie *queer*, autrement dit d'une convergence entre un féminisme radical enrichi de luttes antiracistes et de conceptions théoriques élaborées sur les campus états-uniens, la troisième vague est surtout connue pour promouvoir l'intersectionnalité – cette idée selon laquelle certaines personnes se trouvent à l'intersection de plusieurs rapports de domination et qu'elles doivent porter le fer simultanément sur plusieurs fronts si elles ne veulent pas disparaître. La triade des dominations : sexe, *race*, *classe*, est devenue l'étendard d'une nouvelle génération de militantes féministes, sincèrement préoccupée de rompre avec un féminisme à prétention universaliste qui était avant tout l'expression des seuls intérêts des femmes bourgeoises occidentales.

De même qu'elle aborde les dérives et instrumentalisation du féminisme de la seconde vague, avec le féminisme d'État ou le fémonationalisme – cette position qui utilise les revendications féministes pour attaquer la religion musulmane (et uniquement cette religion) –, l'auteure traite en détail les dérives de la stratégie intersectionnelle, c'est-

à-dire de la réappropriation par le milieu militant français de l'intersectionnalité théorisée vingt ans plus tôt dans le milieu universitaire états-unien. Sa critique, qui se veut fraternelle, touche d'autant plus juste que Koechlin est issue de ce courant : une déconstruction centrée sur l'individu plutôt que sur les rapports sociaux, le culte de la radicalité, le souci de construire des espaces sans domination (*safe*) qui prend le pas sur le projet de transformer la société, le formalisme, le moralisme... tous ces traits contribuent à enfermer les tenant-es de cette stratégie dans un entre-soi finalement même pas confortable et à les couper du reste des femmes.

À l'opposé, l'auteure défend la perspective d'un féminisme large, ancré dans les luttes, et soutient ce qu'elle croit déceler comme les prémices d'une quatrième vague. Depuis quelques années, les revendications féministes poussent à la grève et font descendre dans les rues des centaines de milliers voire des millions de personnes au Chili, en Argentine, en Italie, en Espagne, en Islande, en Pologne, etc. Les femmes sont aussi massivement impliquées dans les luttes salariales, pour l'environnement et plus généralement pour la défense des cadres de vie. Pour Koechlin, le féminisme doit reprendre ce qu'il y a de meilleur des précédentes vagues – des luttes des années 60-70 aux analyses de l'intersectionnalité –, mais aussi se nourrir de l'approche de la reproduction sociale, car l'enjeu est que la quatrième vague aille plus loin que les précédentes, et aller vers un féminisme révolutionnaire, ainsi que se conclut son ouvrage : « *L'émancipation des femmes et des minorités de genre est impossible sans la révolution ; et la révolution est impossible si elle n'est pas féministe. Les destins de la révolution et du féminisme sont inextricablement liés.* »

### Pour un féminisme de masse

Comme son sous-titre l'indique, le troisième livre est un manifeste. *Féminisme pour les 99 %* a été rédigé par trois féministes et universitaires états-uniennes, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser, en écho à la « nouvelle vague de



radicalisme féministe » qui émerge actuellement. C'est d'une certaine manière la théorie de la reproduction sociale mise en action. Les auteures estiment qu'il faut commencer par combattre la perspective de « l'égalité des chances de dominer » du féminisme libéral. Ce dernier ne concerne et ne peut concerner qu'une infime minorité de femmes privilégiées, vivant sur le dos des femmes précarisées, souvent issues de l'immigration, en charge de l'économie du soin (des enfants, des personnes âgées), de l'éducation, de la santé et d'une partie du travail ménager.

À ce féminisme élitiste les auteures opposent un féminisme pour la majorité qui converge avec d'autres luttes : « Nous cherchons à montrer pourquoi les féministes devraient s'engager dans les grèves féministes, pourquoi nous devons nous unir avec d'autres mouvements antisystème et anticapitalistes, pourquoi notre mouvement doit devenir un féminisme pour les 99 %. C'est seulement de cette manière – en s'alliant avec les antiracistes, les écologistes, les militant·e·s pour les droits des travailleurs, des travailleuses et des migrant·e·s – que le féminisme pourra relever les défis de notre temps. »

Cette perspective se décline en 11 thèses qui reprennent et actualisent les revendications historiques des différentes vagues de féminisme, de la révolution sexuelle et du rejet de la violence masculine à la reconnaissance de l'intersection des dominations, donc des différences parmi les femmes. Les auteures défendent l'unité la plus large contre le capitalisme et le patriarcat, et pour cela il faut éviter l'écueil de la fragmentation. S'il est impossible de considérer la classe ouvrière « comme une abstraction homogène et vide », puisque « les différences, les inégalités et les hiérarchies induites par les relations sociales capitalistes donnent réellement lieu à des conflits d'intérêts parmi les opprimé·e·s et les exploité·e·s », célébrer la diversité et se contenter de luttes fragmentaires ne permettra pas de transformer la société.

Arruzza, Bhattacharya et Fraser proposent « un universalisme façonné par la multiplicité des luttes venant d'en bas ». Pour cela, il faut « prendre au



sérieux » les différences entre femmes : « Nous ne proposons ni de les effacer ni de les minimiser : notre manifeste préconise au contraire que nous nous battions contre l'exacerbation et l'instrumentalisation de nos différences par le capitalisme. Le féminisme pour les 99 % incarne cette vision de l'universalisme : toujours en formation, toujours ouvert aux transformations et aux contestations et toujours renouvelé par la solidarité. »

Cette ligne s'oppose à l'universalisme abstrait mis en avant par certains courants féministes issus de la deuxième vague, qui peine à prendre en compte la diversité des oppressions et des situations vécues par les femmes. Mais elle s'oppose également à la stratégie intersectionnelle issue de la troisième vague, qui conduit au morcellement des luttes et des identités. C'est certainement cette voie médiane et ce dépassement qui gagneront à être renforcés dans les années à venir. Alors la quatrième vague deviendra réalité... et tous les espoirs d'émancipation seront permis.

Léo P. **R**

Références :

- Silvia Federici, *Le Capitalisme patriarcal*, La Fabrique éditions, Paris, 2019 (15 euros).
- Aurore Koechlin, *La Révolution féministe*, Éditions Amsterdam, Paris, 2019 (12 euros).
- Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya, Nancy Fraser, *Féminisme pour les 99 %. Un manifeste*, La Découverte, Paris, 2019 (12 euros).



# L'abruti du mois

Ça n'est pas tant que la rubrique manquait de postulant·e·s, mais on se lasse parfois de sonder la connerie humaine. Les trous du cul d'En Marche ont tellement repoussé les limites du mépris de classe, de l'auto-satisfaction et du cynisme qu'on n'a plus le cœur à rire. Ces jean-foutre nous ont volé jusqu'à notre impertinence. Leurs violences contre les gilets jaunes, les migrantes et les migrants, leur duo de faux culs avec le lepénisme rendraient presque insignifiante la connerie ordinaire, pourtant si détestable.

Alors remercions notre lauréat du mois, Patrick Massenet, président des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, d'avoir, au détour d'une interview donnée à l'irremplaçable *Est républicain*, le 16 septembre 2019, réveillé notre verve ensuquée.

Voici, donc, la question du ou de la journaliste ne brillait certes pas par son impertinence – elle concernait l'ouverture de la chasse et était libellée comme suit : « *La saison dernière fut notamment marquée par divers accidents en France et même l'idée d'instaurer des gilets de couleur pour les randonneurs... Dans ce contexte, les chasseurs ressentent-ils de l'appréhension ?* »

Divers accidents... Ce sont précisément 132 personnes touchées, dont 7 mortellement. Petit millésime, car la moyenne annuelle sur les 20 dernières années est de 21 victimes humaines. Le fait que ces chiffres émanent de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, c'est-à-dire du lobby des fous et folles de la gâchette, invite, en outre, à les prendre comme un minimum.

Quant à demander à des gens qui se lèvent tôt le matin pour aller en groupe tuer des lapins, des sangliers, des chevreuils et des oiseaux, juste pour le plaisir, s'ils ont de l'appréhension... C'est hallucinant ! La question aurait pu valoir à son auteur·e notre prix de septembre, mais grâce à sa réponse, Patrick Massenet emporte le morceau : « *Non, pas d'appréhension dans la mesure où, comme dans d'autres domaines, on rencontre chez les randonneurs une grosse majorité de gens responsables et sensés et une infime partie qui ne respecte pas le balisage, voire qui balance les pancartes et pénètre sur les zones de chasse. Et contre ces gens-là, malheureusement nous ne pouvons pas grand-chose...* »

De la part de quelqu'un qui tient un fusil voilà qui s'appelle une menace. À n'importe qui d'autre (sauf Alexandre Benalla), ça vaudrait de graves ennuis. Mais à ces gens dont le plaisir est de tuer, ça vaut les honneurs de la presse locale.

Nous y ajoutons notre prix du mois de septembre et notre souverain mépris... à titre définitif !



Victor K

R



# GRENOUILLES NUMÉRIQUES

Dans *Le monde retrouvé* de Louis-François Pinagot (\*), le sociologue Alain Corbin est parti à la recherche d'un homme *lambda* pour en raconter l'existence ordinaire, en prenant « appui sur le vide et sur le silence ». Il a laissé au hasard le soin de lui désigner un inconnu parfait, ayant vécu de 1798 à 1876, à Basse-Frêne, dans le département de l'Orne. Celui-ci ne savait ni lire ni écrire, dénué de tout engagement public, de toute déclaration, au point que la mémoire est demeurée muette à son sujet. *A priori*, un être sans destin. Un mort quelconque parmi les simples multiples. Registres fiscaux, archives paroissiales, tableaux des mariages, listes d'indigents, recherche de proximité sur un monde rural qui a persisté un siècle durant, jusque dans les années 50, il a fallu faire feu de tout bois pour ressusciter un humble dans son histoire locale, personnelle et sociale.

Si le sabotier Pinagot vivait à notre époque, il ne faudrait que quelques secondes pour l'identifier, le localiser, le circonscrire, l'enregistrer, le déboutonner, le scanner, le code-barrer, le pucifier, le génotyper et le classer sans suite. Les Alain Corbin des décennies qui viennent n'auront qu'à faire une requête banale et à appuyer sur la touche « retour » pour tout connaître sur chacun-e d'entre nous, tant la superstructure numérique et son idéologie sucrée constituent de puissants moyens d'individuation des marqueurs d'identité personnelle, le tout au profit de puissances économiques ou politiques qui les conçoivent et les exploitent.

Nos mails, quand ils ne sont pas cryptés, sont des lettres ouvertes *ad libitum*. Ça et là dans le monde, de grandes oreilles écoutent nos conversations téléphoniques. Des caméras de surveillance scrutent nos visages lisses dans la salle d'attente des médecins ou des diverses administrations, sur le quai des gares, dans les commerces, les ascenseurs, les trains et les bus, dans les rues, devant les distributeurs de billets de banque, etc. Nos corps sont radiographiés et fouillés jusqu'à l'os quand nous traversons les portiques d'aéroport. Nos formalités administratives, dématérialisées, dépersonnalisées, apparemment anonymisées, suivent de fait un protocole où ce que nous écrivons avec docilité dans les zones de saisie obligatoires alimente des bases de données dont nous ignorons qui en a la maîtrise ou l'accès. Nos recherches d'information sur Internet sont suivies page par page, clic par clic, y compris les effets de zoom, et orientées au moyen du référencement manipulateur mis en place par les opérateurs, pour nous, soi-disant, sans droit à l'oubli, parce que nous n'avons pas eu d'autre choix que de ne pas lire les centaines de pages des « conditions générales d'utilisation ». Nos achats sont inspectés par des aigrefins du marketing, à même de tirer de nous des profils types susceptibles de mordre à des hameçons publicitaires. Nos loisirs sont analysés : livres, musique, cinéma ou théâtre, nos goûts sont dans la nature. Nos rencontres intimes, stimulées par de vicieuses applications, sont guettées à travers un trou de clé grand comme l'univers. Nos informations médicales sont partagées, pour notre bien, par les professionnels de la profession (cf. *Résister !* n° 59, décembre 2018).

Edward Snowden nous avait prévenus. Rien n'y a fait. Jour après jour, la société du contrôle s'installe. Deux exemples récents.

Pôle Emploi va expérimenter un « carnet de bord numérique » (\*\*) que les demandeurs d'emploi devront remplir chaque mois lors du renouvellement de leur inscription, sous peine d'être radiés – il rappellera tellement bien le « livret d'ouvrier » conçu au XIX<sup>e</sup> siècle pour contrôler les classes laborieuses, réputées dangereuses. Gare aux chômeurs et chômeuses qui ne pourront pas justifier 35 heures de recherches hebdomadaires. Au passage, Pôle Emploi n'est pas capable de conserver la confidentialité des données personnelles : en novembre 2018, nombre de demandeurs d'emploi se connectant sur leur propre compte ont eu la mauvaise surprise d'ouvrir une page avec le nom d'un autre usager.

Lors d'un achat sur une plateforme en ligne, le client doit indiquer le numéro de sa carte bancaire, la date d'expiration et un cryptogramme. Un second code à six chiffres est exigé pour valider le paiement à effectuer, que la banque adresse généralement par SMS. Cette procédure de double authentification limite le risque de fraude – puisque le propriétaire de la carte bancaire est censé se trouver devant son écran d'ordinateur ou de téléphone –, sans toutefois l'annihiler : des escrocs de l'informatique sont capables de répliquer la carte SIM d'un téléphone qui ne leur appartient pas. En 2016, la Banque centrale européenne a estimé à 0,041 % le niveau de fraude rapporté au montant total des paiements par carte dans l'Espace unique des paiements en euros (Single Euro Payments Area – zone SEPA).

Pas de quoi hurler à la banqueroute... Pourtant, la procédure de sécurisation sera obligatoirement renforcée à partir de mars 2021, avec l'entrée en vigueur, dès ce mois-ci, de la deuxième directive sur les Services de Paiement de l'Union européenne (DSP2). Les clients devront nécessairement disposer de l'application de leur banque sur un smartphone pour recevoir le second code et valider un achat. Ceux/celles qui ne possèdent pas de téléphone intelligent ne pourront plus rien acheter sur Internet, pas même l'indispensable sésame. Pour les bienheureux propriétaires, l'installation de l'application de leur banque pourra nécessiter de disposer d'un système d'exploitation doté des services de Google – pouah ! –



et d'accéder à leur téléphone par un élément biométrique (empreinte digitale, scan de l'iris, reconnaissance faciale, etc.). Il leur sera aussi demandé d'autoriser l'accès à leur identité, leurs contacts, leur position, leurs journaux d'appels, leur numéro de téléphone, leurs photos, vidéos et fichiers multimédias, leur caméra, leur micro, leurs informations de connexion Wi-Fi, les identifiants de l'appareil, entre autres. Qui n'a jamais téléchargé d'application sans vérifier quelles étaient les données personnelles auxquelles il/elle donnait un accès *ipso facto* ?

Sous couvert de la sécurisation des achats en ligne et, donc, de la protection des clients, la DSP2 vise en réalité, comme l'explique Ludovic des Garets, dans une tribune publiée par Les Échos <sup>(\*\*\*)</sup>, à « *stimuler l'innovation et le développement sur le marché de l'UE, tout en encourageant la concurrence, en réduisant les coûts finaux [...]. La nouvelle directive instaure le concept innovant d'open banking : elle impose aux banques européennes d'ouvrir leurs architectures de données pour permettre aux consommateurs de bénéficier de nouveaux services financiers, dans un cadre sécurisé. Ce nouveau concept s'inscrit dans une tendance plus générale à l'ouverture des données (aussi appelé open data), qui promet de belles opportunités à toutes les entreprises qui sauront les exploiter. [...] Grâce à l'open banking, il [sera] désormais possible d'accéder aux données réelles et précises de dépenses et de revenu de chaque client qui accepte de partager ses comptes. Les entreprises pourront ainsi évaluer plus précisément la capacité de remboursement ou la santé financière d'un client au moment de lui proposer un produit.* »

Qui, au moment de visiter un site d'information, n'a jamais cliqué machinalement sur le bouton « J'accepte », en sous-estimant l'objet et l'étendue du consentement extorqué sans façon : « *Nos partenaires et nous-mêmes exploitons différentes technologies, telles que celle des cookies, et traitons vos données à caractère personnel, telles que les adresses IP et les identifiants de cookie, afin de personnaliser les publicités et les contenus en fonction de vos centres d'intérêt, d'évaluer la performance de ces publicités et contenus, de recueillir des informations sur les publics qui les ont visionnés, de fournir des fonctionnalités de médias sociaux et d'analyser notre trafic. Nous partageons également des informations concernant votre utilisation de notre site avec nos partenaires (médias sociaux, publicité et analyse). Ils peuvent les combiner avec d'autres informations que vous leur avez fournies ou qu'ils ont collectées à partir de votre utilisation de leurs services. Cliquez ci-dessous si vous consentez à l'utilisation de cette technologie et au traitement de vos données à caractère personnel en vue de ces objectifs. Vous pouvez changer d'avis et modifier votre consentement à tout moment en revenant sur ce site. Si vous souhaitez plus de détails, nous vous invitons à consulter notre page de politique de confidentialité.* » Une broutille, tout comme la liste des « partenaires », que nous validons imprudemment, sans penser à mal.

À présent, une hygiène personnelle devrait nous conduire à nous interroger sur ce qu'il reste de nos vies qui n'exige pas que nous nous identifions, que nous remplissions des « zones de texte », en mobilisant nos petits pouces musclés, que nous nous abîmions les yeux devant des écrans sans relief et sans profondeur, au risque de perdre toute sensation du temps et de l'espace. Autrement dit : comment pourrions-nous devenir des Pinagot contemporains ? Quand avons-nous vraiment, pour la dernière fois, pris le temps de regarder les étoiles ? Nous rappelons-nous la sensation, sous les pieds, de l'herbe mouillée par la rosée ? Quel bruit fait un journal quand on le déplie ? Sommes-nous allés récemment quelque part, sans que personne, absolument personne, ne le sache, voire ne nous y guide ? Existe-t-il quelque secret que ce soit nous concernant ? Est-il toujours possible d'engager une conversation avec un-e inconnu-e en nous passant d'application ? Qu'apprenons-nous encore des autres ?

Une grenouille plongée contre son gré dans un bain bouillonnant tentera de s'en échapper aussi vite qu'elle le peut ; en revanche, s'il lui est proposé de se prélasser dans une eau dont la température augmente graduellement, mettons de 2 °C par minute, elle aura tendance, même en pleine conscience de la situation, d'attendre le dernier moment pour agir, sans pouvoir y parvenir, une fois arrivée au stade ultime de ce qu'elle pouvait supporter, affaiblie, dépitée, vaincue. Dénier de la réalité ? Goût infantile pour les expériences ultimes et morbides ? Mal de vivre déguisant un suicide ? Impossible de le savoir. L'expérience scientifique aboutit à des résultats contestables, mais l'image produite dans notre esprit est saisissante. Haut les mains (des claviers), nous sommes cerné-e-s !



Piéro

R

(\*) Alain Corbin, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot – Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Flammarion, 1998 / coll. Champs Histoire, 2016.

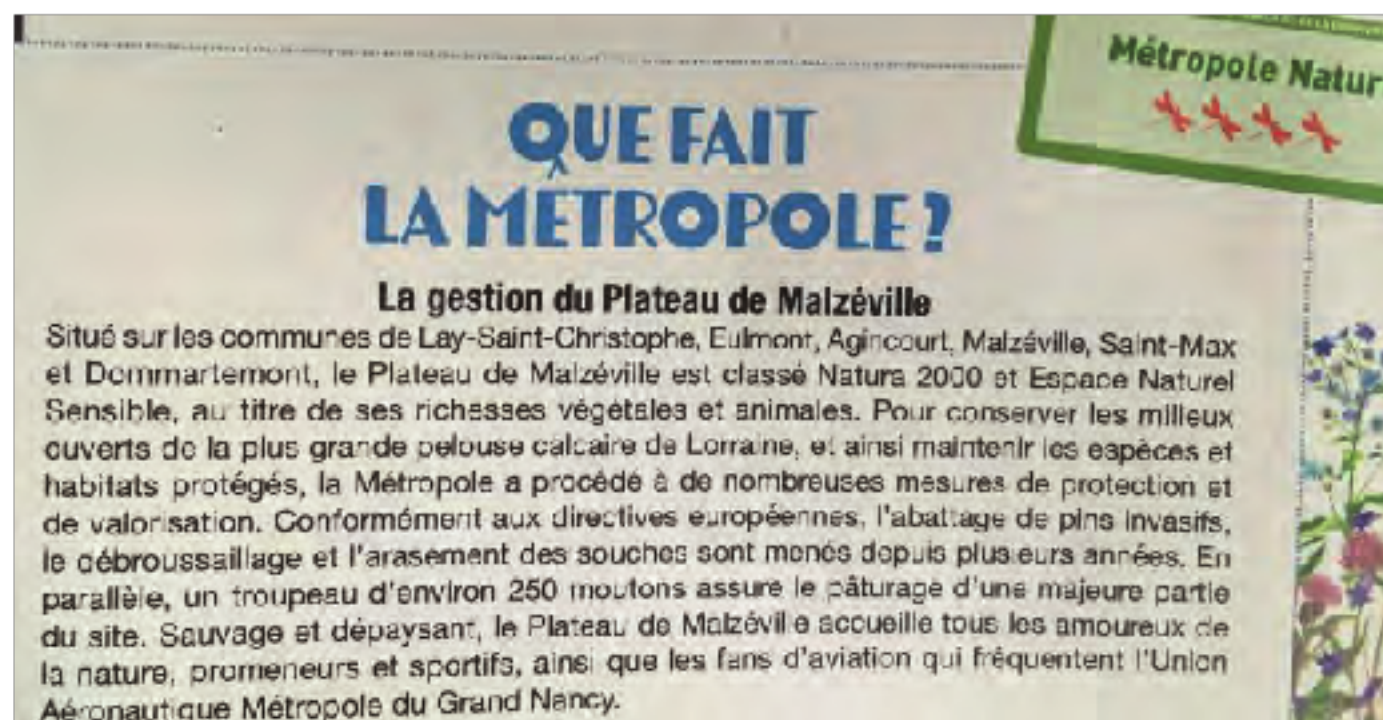
(\*\*) <https://www.bastamag.net/>. « Cela va vraiment être très violent » : des agents de Pôle emploi réagissent aux sanctions contre les chômeurs - Basta !.

(\*\*\*) <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-comment-lopen-banking-repense-les-services-de-paiement-et-l'experience-client-1132050>.



# Que fait la métropole ?

Politiques de Nancy et de sa métropole, nous avons du respect pour certaines valeurs que vous défendez, pour certaines politiques que vous menez, cependant ce qu'il restera de vos actions sera que vous avez œuvré à la destruction du vivant, à la perte de sa liberté.



*Par amour de la nature sauvage, la métropole du Grand Nancy va aménager le territoire pour l'Homme.*

Là où la ville et la nature pouvaient se rencontrer, dans l'un des derniers espaces sans frontière de ce territoire, là où des vergers et des cultures, afin d'alimenter les cantines de cette commune, auraient dû naître, vous faites le choix d'exposer cet environnement à tous les maux qui rongent la vie. Là où vous vous targuez, dans le magazine du Grand Nancy, de faire redécouvrir la métropole nature en aménageant le bois de Libremont, qui va donc devenir un espace organisé pour les Hommes, leurs activités, leurs véhicules, thème soigneusement évité dans l'encadré, pensez-vous pouvoir vous offrir une crédibilité verte et pensez-vous agir pour le bien de tous ?



*Panneau de chantier du tracé du contournement « végétalisé » de Malzéville.*

Car ce contournement, vous le vendez, en bon VRP, comme quelque chose de végétalisé, nécessaire, écologique presque, alors que ce n'est rien d'autre qu'une bande de bitume qui finit d'encercler la ville et déplace le problème là où il devient moins visible et extrêmement nuisible aux sans-voix. Vos nouveaux remparts fortifiés à base de goudron, dont cette époque sinistre dépend pour sa croissance, délimitant la cité, n'ont pour conséquences que de nous couper de la nature libre, de voler la nature autochtone.

Laisser croire aux habitants que déplacer le trafic en lisière de forêt réglerait les problèmes dont ils souffrent est d'une hypocrisie colossale. Comme dans *Métropole Actu*, encore, où il est expliqué, juste à côté du bloc dédié à Libremont, page 35, que la perte des écureuils roux est due à la fragmentation de son territoire et à l'intensification du trafic rou-

tier. Vous faites donc bien l'inverse de ce que vous prônez. Votre politique de communicant, votre maquillage vulgaire ne suffisent plus à masquer vos pulsions de pouvoir, vos désirs de marquer physiquement de votre empreinte, sur ce que vous considérez finalement comme votre territoire, toutes vies à votre portée, sous votre joug.

Le développement que vous soutenez, la métropole nature que vous marketez, à l'instar de cette application pour explorer le jardin botanique Jean-Marie Pelt, au travers d'un écran, de la réalité augmentée, sous couvert de pédagogie et utilisant l'enfant prescripteur, n'ont d'équivalent que l'étroitesse de votre conscience quant à la quantité d'énergies destructrices nécessaires afin d'offrir et de stocker ce spectacle artificiel et superflu. Et *quid* du coût pour la collectivité de cet ersatz de vie ?

Ne parlons pas de la campagne d'affichage sur les bus de la métropole incitant à prendre son permis de chasse pour zéro euro. Nous frisons l'insulte écrite sur un service public. Plastique et plomb dispersés dans la nature, les chasseurs « premiers écologistes de France », « Osez la nature autrement »... comment pouvez-vous laisser faire ça ?



Ou encore les traceurs mémoriels pour des chaînes de consommation pratiquant l'évasion fiscale à proximité immédiate des écoles, visibles à chaque entrée et sortie de celles-ci.

Il est possible de continuer de la sorte indéfiniment, tant vos choix, orientations et non-actions ne vont qu'en faveur de l'accélération du déséquilibre, tant vos actes censés aider le monde vivant ne sont que des écrans de fumée destinés à vous garantir des élections facilitées et préserver la croissance infinie au détriment de tout le reste.

La civilisation et son demi-monde, la culture que vous incarnez, en cherchant faussement à représenter son peuple, ne s'appuient que sur le vol et la destruction des richesses naturelles, sur l'exploitation du temps de vie, au profit des personnes qui vous portent, aux dépens de celles qui votent pour vous et grâce à celles que vous manipulez, et ce, quels que soient vos penchants politiques.

Alors continuez de porter haut et fort votre démarche ambitieuse de la métropole nature, transition écologique et solidaire, sûr que vous êtes d'être des bâtisseurs !

L'opportunisme est le dernier biais des actions politiques, l'imposture, votre dernière incarnation.

Ainsi, pour vous maintenir dans un confort équivalent à celui que vous engendrez pour le vivant dans les années qui arrivent et celles qui vont suivre, vous nous trouverez désormais systématiquement sur votre route, malgré votre volonté de contournement.

**Les Manimaux de l'Aventure Naturellement Sauvage** **R**



# Quelles perspectives pour le collectif des enseignant·e·s lorrain·e·s ?

Début 2019, s'est créé à Nancy un collectif inter-lycées contre les réformes Blanquer. Il s'est rapidement élargi à des profs ne travaillant pas en lycée, à des parents d'élèves, ainsi qu'à d'autres villes – dont Sarreguemines, où j'enseigne. Je tiens à préciser que je parle ici en mon nom, comme membre individuel du collectif : je ne représente ni les collègues de mon lycée, ni mon syndicat.

Le point de vue que je défends n'est guère original : nous sommes dans une période critique, où la mobilisation peut aussi bien retomber durablement que

repandre de plus belle. Les actions qui ont eu lieu dans l'Éducation nationale en 2018-2019 ont été nombreuses et, pour certaines, inhabituelles : démission de profs principaux, rétention de notes durant l'année, occupation de lycées, grève des surveillances du bac, grève des correctrices et des correcteurs, etc. Ce mouvement des profs a convergé, dans plusieurs endroits, avec le mouvement lycéen. Quel bilan peut-on en tirer ? En apparence, il est nul : Parcoursup et la « réforme » du bac sont maintenus, le passage au « tout numérique » est imposé dans les lycées du Grand Est et d'autres régions, la « réforme » de la fonction publique a été votée et le gouvernement n'est pas près de débloquer des moyens pour alléger les effectifs dans les classes ou maintenir des écoles. Si on regarde seulement les choses sous cet angle, il est à craindre que la mobilisation ne reprenne pas.

Une autre lecture des événements est cependant possible.

Tout d'abord, la création de collectifs, en Lorraine et dans le reste de la France, est en soi une bonne nouvelle, d'autant que ces derniers se coordonnent. Des liens se sont créés entre des collègues et entre des établissements, et ils seront sans doute utiles dans un avenir proche.

Ensuite, le mouvement des enseignants a contraint les syndicats à repenser leur stratégie. Certes, on y trouve encore beaucoup d'inertie et de frilosité. Mais il est tout de même remarquable que certains d'entre eux, et non des moindres, aient appelé à faire grève lors des surveillances du bac. C'est comme s'ils s'étaient dit : « Et si, pour une fois, on essayait de faire une grève qui dérange réellement ? » La prochaine étape, ce serait qu'ils arrêtent d'appeler à faire grève une seule

journée. Je ne sais pas si c'est leur rôle de prendre l'initiative d'une grève reconductible, mais ils devraient au moins avoir l'honnêteté de dire : « Une grève d'une seule journée ne servira sans doute à rien. Si vous voulez faire grève, allez-y, mais sachez qu'il faudra un mouvement long et douloureux pour changer vraiment le rapport de force. Nous, nous serons là pour vous soutenir, notamment en nous battant pour que vous perdiez le moins d'argent possible. »

Enfin, les deux dernières actions (grève des surveillances du bac et rétention des notes) ont eu deux effets au moins :

- elles ont médiatisé le mouvement au niveau national, même si le gouvernement a tout fait pour en minimiser l'ampleur ;
- elles ont contraint le gouvernement à recourir à des subterfuges peu glorieux, voire illégaux pour certains. Je pense notamment aux notes qui ont été attribuées, parfois de façon arbitraire,

aux copies corrigées par des grévistes. Ce procédé a choqué, notamment dans les jurys de bac, dont la souveraineté a été piétinée.

La situation est donc difficile, mais pas désespérée. Le collectif lorrain doit convaincre les profs de l'académie que le combat doit continuer, qu'il est possible d'obtenir l'abrogation d'un décret et qu'il faut continuer à se battre pour sauvegarder des postes et diminuer les effectifs des classes, même si on n'obtient pas tout de suite l'abrogation des « réformes ». Ce qui facilitera la tâche du collectif, c'est le fait que les profs vont rapidement se rendre compte que leurs conditions de travail se sont dégradées – notamment en lycée.

Une nouvelle banalité pour finir : c'est le nombre qui pourra changer le rapport de force. Si nous voulons gagner, nous devons amener une majorité de nos collègues à combattre à nos côtés. Nous devons aussi rallier à notre cause une grande partie de la société. Ce qui pourra nous y aider, c'est qu'une convergence est possible entre les différents mouvements sociaux : ceux des profs, des urgentistes, des écologistes, des Gilets jaunes (s'il reprend de l'ampleur), etc., sans oublier le prochain mouvement pour la défense des retraites. Dans tous les cas, il s'agit de défendre des biens communs contre un capitalisme de plus en plus liberticide et destructeur.

Jordi Grau

R





# Comment l'agriculture industrielle nous empoisonne tous

**L**es pesticides sont l'ensemble des substances chimiques utilisées en agriculture conventionnelle pour éliminer les insectes (insecticides), les champignons (fongicides) et les « mauvaises herbes » (herbicides).

**N**ous sommes tous intoxiqués par les pesticides, manger biologique ne suffit pas, les pesticides sont partout, dans l'air, les sols et l'eau, dans nos cheveux, dans notre alimentation, dans les couches pour bébés et jusque dans les graisses des manchots empereurs en Antarctique.

**L'**agriculture industrielle s'est développée à partir des années 1950, sous prétexte d'améliorer les rendements et la productivité. Les rendements ont augmenté un peu, mais l'empoisonnement généralisé des écosystèmes, la pollution des sols et des nappes phréatiques par ruissellement ont entraîné des dommages collatéraux très importants. Ce développement a été largement subventionné par les États (en Europe, au travers de la politique agricole commune) et a permis à un certain nombre de firmes agrochimiques de prodigieusement s'enrichir en quelques décennies, au détriment de la santé des populations.

**L**a France est le pays d'Europe qui consomme le plus de pesticides et le troisième consommateur au monde de ces poisons. Or, si les maladies environnementales n'existent peu ou pas en France (pour faire des analyses de la teneur des cheveux ou des urines en pesticides et métaux lourds, il faut envoyer les échantillons en Allemagne), les laboratoires français ne font pas ce genre d'analyses.

**L**es pesticides sont-ils inoffensifs ?

**A**lors pourquoi le DDT, qui a failli faire disparaître les populations de faucons pèlerins en France, a-t-il été interdit ? Les superprédateurs (les faucons pèlerins se nourrissent d'oiseaux), tout en haut de la chaîne alimentaire, concentrent les pesticides,

métaux lourds et autre produits chimiques toxiques. Pourquoi les néonicotinoïdes qui ont exterminé les abeilles et d'autres insectes pollinisateurs ont-ils été interdits ? Cette interdiction est malheureusement arrivée bien trop tard, les néonicotinoïdes agissent à dose infinitésimale et ont entraîné un tel effondrement des populations d'insectes, qu'ils ont entraîné un effondrement concomitant des populations d'oiseaux, car les oisillons de la plupart des espèces de passereaux sont nourris de petits insectes. Les résultats sont sans appel et les insectes étant bien souvent à la base de la chaîne alimentaire, c'est toute la biodiversité qui s'effondre...

**P**ourquoi l'agent orange, utilisé comme défoliant pendant la guerre du Vietnam par les USA est-il interdit ? Parce qu'il est tératogène et provoque de terribles malformations fœtales.

Mais dès qu'une molécule dangereuse est interdite ou menacée d'interdiction, les agriculteurs pollueurs de la FNSEA (principal syndicat de cette corporation) et le lobby des pesticides poussent de hauts cris et demandent un équivalent, qui sera vite produit par les firmes agROTOXiques. Une molécule interdite, dix nouvelles tout aussi toxiques produites...





Derrière les pesticides, se cachent d'énormes intérêts politiques et financiers. Ils provoquent des maladies diverses et variées. Les perturbateurs endocriniens, provoquent, par exemple, des pubertés de plus en plus précoces chez les filles (parfois même avant l'âge de 10 ans). Ils sont également soupçonnés d'augmenter les cancers hormonodépendants, tels une bonne partie des cancers du sein et les cancers de la prostate (le cancer du sein touche une femme sur 8, le cancer de la prostate un homme sur 7, statistiquement). Les pesticides peuvent aussi être tératogènes ou entraîner de graves problèmes neurologiques. Ils entraînent probablement des troubles de la fertilité. En effet, la stérilité touche beaucoup plus les couples d'agriculteurs exploitants que d'autres catégories socioprofessionnelles. Il en est de même pour des maladies neurodégénératives, telle la maladie de Parkinson.

L'exemple de Paul François <sup>(1)</sup>, intoxiqué accidentellement au Lasso (herbicide commercialisé par Monsanto avant 2010), en avril 2004, et ayant eu d'énormes problèmes de santé depuis, dont plusieurs comas prolongés, est particulièrement édifiant. Il a dû mener une bataille juridique pendant des années pour ses gros problèmes de santé et pour que son invalidité soit reconnue en maladie professionnelle. Après avoir inhalé du Lasso, « j'ai été saisi de violentes nausées et de bouffées de chaleur. J'ai aussitôt prévenu ma femme, infirmière, qui m'a conduit aux urgences de Ruffec, en prenant soin d'emporter l'étiquette du Lasso. J'ai perdu connaissance en arrivant à l'hôpital, où je suis resté quatre jours en crachant du sang, avec de terribles maux de tête, des troubles de la mémoire, de la parole et de l'équilibre. » « Après son hospitalisation, Paul François est en arrêt de travail pendant cinq semaines, pendant lesquelles il souffre de bégaiements et de périodes d'amnésie plus ou moins longues. » « Pour Paul François, l'accident du travail tourne au cauchemar. Le 29 novembre 2004, il tombe brutalement dans le coma à son domicile et ce sont ses deux filles, alors âgées de neuf et treize ans, qui donnent l'alerte. Il est hospitalisé au CHU de Poitiers pendant plusieurs semaines. Dans un bilan de santé, établi le 25 janvier 2005, le médecin du service des urgences décrit un "état de conscience extrêmement altéré", le patient "ne répond pas aux ordres simples", "l'électroencéphalogramme [...] montre une activité aiguë, lente, subintrante pouvant faire penser à un état de mal épileptique". Le même jour, un

neurologue note : "Il persiste des troubles d'élocution (dysarthrie) et amnésie." S'ensuivent sept mois rythmés par les hospitalisations, dont soixante-trois jours à l'hôpital parisien de La Pitié-Salpêtrière, les transferts de service en service et les comas à répétition. »



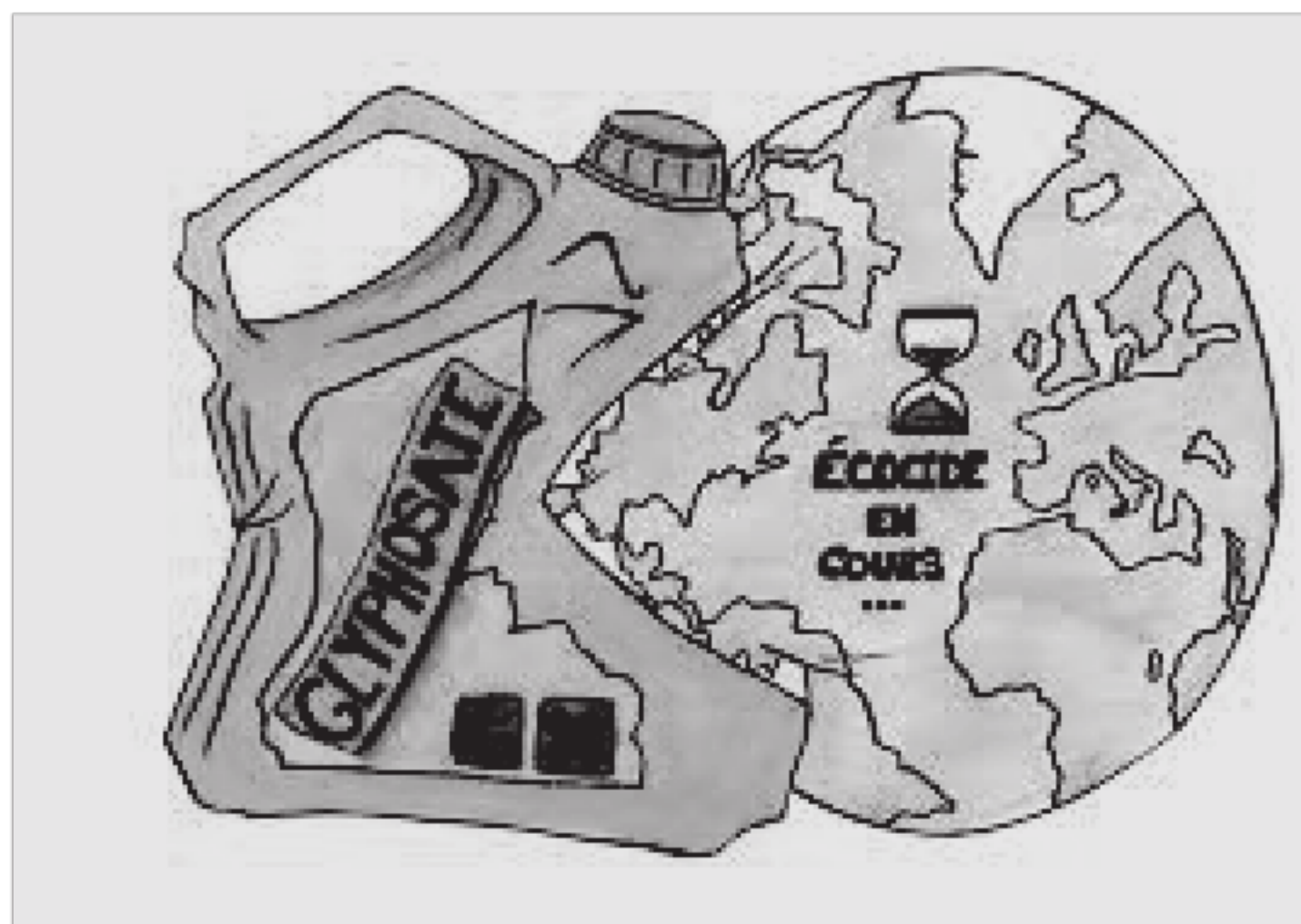
En France, à Blaye, en Gironde, dans le vignoble bordelais (les vignes sont les cultures les plus traitées ou les plus maltraitées en France), les enfants d'une école maternelle ont été intoxiqués par un agriculteur qui traitait en toute illégalité trop près de l'école et avec un vent important. En effet, d'après l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à l'épandage des pesticides : « Quelle que soit l'évolution des conditions météorologiques durant l'utilisation des produits, des moyens appropriés doivent être mis en œuvre pour éviter leur entraînement hors de la parcelle ou de la zone traitée. En particulier, les produits ne peuvent être utilisés en pulvérisation ou poudrage que si le vent a un degré d'intensité inférieur ou égal à 3 sur l'échelle de Beaufort. » Le seuil de 3 est dépassé quand l'on voit les feuillages bouger à l'œil nu. Les agriculteurs ne respectent que rarement cet arrêté. Notre Micron préféré a annulé récemment l'arrêté municipal d'un maire breton interdisant la pulvérisation de pesticides à moins de 150 m des habitations et propose à présent une législation ridicule interdisant de pulvériser les pesticides à moins de 5 ou 10 m des habitations. Le pesticide le plus pulvérisé au monde est cette saloperie de glyphosate, l'agent actif du Roundup commercialisé par la firme Monsanto, puis par Bayer (Monsanto ayant été racheté par Bayer à la suite de divers déboires commerciaux). Pour les personnes qui n'auraient pas vu le documentaire ou lu le livre de Marie-Monique Robin, *Le monde selon Monsanto* (voir son blog <sup>(2)</sup>), Monsanto détient la moitié du marché mondial des pesticides et le glyphosate est



le pesticide le plus répandu dans tous les pays du monde. 800 000 tonnes de Roundup sont répandues tous les ans sur terre. La France en répand 10 000 tonnes par an, l'Argentine dont les 2/3 de la surface agricole sont occupés par du soja et du maïs transgénique Roundup Ready en répand 240 000 tonnes par an.

Que sont ces cochonneries, les semences Roundup Ready ? Ce sont des semences génétiquement modifiées qui ont un gène résistant au glyphosate. Les plantes des variétés Roundup Ready ne sont pas affectées par l'herbicide, aussi des doses massives de Roundup sont-elles pulvérisées dans les champs où sont cultivés ces OGM (organismes génétiquement modifiés) et toutes les « mauvaises herbes » sont-elles miraculeusement éliminées, ce qui est censé augmenter les rendements. Les OGM sont interdits en France mais massivement cultivés en Amérique du Nord et du Sud. Les problèmes de santé sont énormes : respiratoires, dermatologiques, neurologiques, cancéreux (en mars 2015, le Centre international de recherche sur le cancer a déclaré le glyphosate très probablement cancérogène). Chez des souris nourries au soja ou au maïs OGM, certains cancers et tumeurs se développent, alors pourquoi pas chez l'être humain ?

La firme Monsanto a construit sa fortune sur le Roundup et les OGM « Roundup Ready ». Dès 1983, des documents internes à l'entreprise montrent que les dirigeants étaient au courant de la toxicité possible du glyphosate, mais ont continué à le commercialiser et osent encore prétendre que leur saloperie est inoffensive.



Demandez donc l'opinion de Théo Grataloup et de sa mère Sabine <sup>(3)</sup>, exposée au glyphosate en cours de grossesse. Son fils est né en 2007 avec un système digestif et respiratoire communicant : il a

subi 53 opérations au cours des 11 premières années de sa vie à cause de cette molécule de cauchemar. Les enfants sont plus vulnérables que les adultes face au glyphosate, l'exposition à cette saleté multiplie par 5 les cancers infantiles et par 4



es malformations fœtales.

Mais les intérêts financiers liés au glyphosate sont énormes : le soja et le maïs Roundup Ready sont la nourriture de base pour l'élevage intensif (bovins, volaille, etc.). La fin de ces OGM et du glyphosate, ce serait la fin de la production de viande à bas coût (bourrée à partir de glyphosate et d'antibiotiques) en grande quantité, ce serait aussi la fin de l'habitude de manger de la viande tous les jours, car si l'on veut manger de la viande de bonne qualité, le prix n'est pas le même... Donc la fin du glyphosate remettrait beaucoup de choses en cause, à commencer par le régime alimentaire en Amérique du Nord et en Europe occidentale.

Nos députés n'ont pas voulu interdire définitivement le glyphosate, il y a un an, des dérogations sont encore prévues pour au moins deux ans. Pourtant, il est totalement interdit au Sri Lanka et interdit en Autriche depuis juillet 2019. L'Union européenne l'autorise encore jusqu'au 15 décembre 2022 !

Sur le continent américain, les batailles judiciaires ont bien avancé : en août 2018, Dewayne Johnson a obtenu des dommages et intérêts énormes de Monsanto pour son lymphome non-hodgkinien (cancer du système lymphatique), diagnostiqué en 2014 <sup>(4)</sup>. Entre 2012 et 2015, ce jardinier californien a répandu du Roundup et du Ranger Pro (herbicides fabriqués par Monsanto, très riches en glyphosate) dans les cours et les terrains de sport des écoles de la baie de San Francisco. Les médecins lui accordent une espérance de vie de deux ans. 90 % de la surface de sa peau est atteinte de lésions cancéreuses. À un peu plus de 50 ans, aucuns



dommages et intérêts ne peuvent compenser un tel verdict, sans parler des terribles souffrances physiques... Depuis cette condamnation historique, 5 000 à 8 000 autres plaintes contre le glyphosate et Bayer Monsanto sont en cours d'instruction aux USA.

**E**n France, les deux seules plaintes contre Monsanto sont celles de Paul François et des parents de Théo Grataloup. De toute façon, nos ministres de l'Agriculture et de la Santé affirment presque que le glyphosate est inoffensif.

En réaction aux procès en cours et aux jugements iniques qui ont déjà eu lieu (en France, Bayer Monsanto est presque soutenu par la justice, par rapport aux USA), la campagne glyphosate a



commencé en Ariège <sup>(5)</sup>.

**C**ette campagne propose à des volontaires de faire analyser leurs urines pour connaître leur teneur en glyphosate. Les échantillons sont analysés dans un laboratoire allemand. Toutes les personnes testées ont du glyphosate dans leurs urines, la limite légale étant de 0,1 ng/ml, pour la plupart des analyses le

taux de glyphosate est au moins 2,5 fois supérieur à ce seuil légal et jusqu'à 19 fois plus ! 3 800 personnes ont déposé une plainte individuelle, mais portée collectivement, « contre les personnes en responsabilité des firmes fabriquant des pesticides à base de glyphosate et contre celles en responsabilité des organismes ayant contribué à leur mise sur le marché pendant les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2017 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 ». Cette plainte est déposée pour « mise en danger de la vie d'autrui, tromperie aggravée et atteintes à l'environnement (destruction de la biodiversité, pollution des cours d'eau, des nappes phréatiques, des sols, etc.) ».

**L**a plainte est identique pour qu'elle soit jugée par le pôle « santé publique » du tribunal de grande instance de Paris. Les frais d'avocat et d'analyse sont pris en charge par l'association Campagne Glyphosate.

**N**ous pissons tous du glyphosate, hélas !, et beaucoup d'autres pesticides, nous avons tous des métaux lourds dans le corps...

Seule l'opinion publique peut faire bouger les choses.

**In Furore** **R**

(1) <https://blog.m2rfilms.com/category/roundup-face-a-ses-juges/> : faire défiler et lire sous le titre « Victime d'une intoxication aiguë, par l'herbicide « Lasso » de Monsanto ».

(2) <https://blog.m2rfilms.com/les-perturbateurs-endocriniens-impregnent-toute-la-population-francaise/>.

(3) <https://webdoc.france24.com/france-glyphosate-pesticides-enfants-justice-monsanto/>.

(4) [https://www.liberation.fr/planete/2018/08/07/dewayne-johnson-une-pierre-dans-le-jardin-de-monsanto\\_1671432](https://www.liberation.fr/planete/2018/08/07/dewayne-johnson-une-pierre-dans-le-jardin-de-monsanto_1671432).

(5) <https://www.campagneglyphosate.com>.



Manif'Est ! est un site d'informations alternatives et militantes, et surtout un site collaboratif : chacun.e peut y participer, y publier un article sur l'actualité ou un coup de gueule, mais aussi un enregistrement audio ou vidéo. Bien entendu, tout le monde n'y est pas tout à fait bienvenu.e : les racistes, sexistes et autres nationalistes peuvent aller se rhabiller !  
Alors plus d'hésitation : on lit, on écoute et on écrit dans Manif'Est !



# Sots d'hommes !

Un certain nombre de points communs relie l'Église catholique au football. Citons par exemple : la passion du Christ et la passion du foot, le dieu du ciel et le dieu du stade, les fidèles de la chapelle et les fidèles supporters.

Au stade Marcel-Picot, à Nancy, le vendredi 16 août, ces derniers ont fait parler d'eux. Non pas par des encouragements excessifs pour leurs joueurs ou encore par les habituelles et inacceptables apostrophes envers l'arbitre, plus surprenants et tout aussi intolérables, par leurs « chants » et propos homophobes. De la presse sportive à la presse politique, des journalistes éclairés aux commentateurs avisés, des sociologues en devenir aux scientifiques de la viticulture, du président de la Ligue au président de la République, tous ou presque ont diserté dans un premier temps sur cette question fondamentale : fallait-il arrêter le match ?

On s'en fout !

La question que nous voudrions poser n'a pas encore été évoquée à notre connaissance. Combien d'homosexuels homophobes parmi ces supporters, torse nu, hiver comme été, qui exhibent leurs pectoraux, leur nombril, leurs tatouages ou leur ventre bedonnant à leurs voisins et aux caméras <sup>(1)</sup> ? Autre point commun avec les religions, ces misogynes considèrent que c'est un sport de mecs et que les femmes n'ont rien à faire sur les pelouses comme dans les tribunes d'un stade <sup>(2)</sup>. Ils sont si bien entre hommes qui s'étreignent, s'enlacent et s'embrassent à chaque but de leur équipe ! Combien d'homos refoulés parmi eux ?

Cette question, un homme se l'est posée, à propos de l'Église catholique et du Vatican en particulier. Frédéric Martel, journaliste-écrivain-sociologue, est un homosexuel affiché, ce qui lui a permis, selon lui, d'ouvrir des portes, de visiter des « placards secrets » dans l'enceinte même du Vatican. Publié en février 2019, dans 30 pays, ce livre intitulé *Sodoma* <sup>(3)</sup> n'a connu à ce jour aucun démenti ni aucune plainte en justice. « Au cours de l'enquête de terrain qui a duré plus de quatre années, près de 1 500 personnes ont été interrogées au Vatican et dans trente pays : parmi elles, 41 cardinaux, 52 évêques, 45 nonces et plus de deux cents prêtres et séminaristes. »

L'auteur dénonce non seulement l'hypocrisie des maîtres de l'Église qui condamnent avec force l'homosexualité mais encore qui interdisent le préservatif et imposent la fidélité comme seul remède contre le sida. Encore très influente en Afrique, on estime à plusieurs millions le nombre de morts qui auraient pu être évitées si l'Église catholique avait recommandé l'utilisation de la capote ou même si elle s'était contentée de ne rien dire !

« Ce livre révèle la face cachée de l'Église » : les partouzes dans les lieux connus de la luxure romaine, les harcèlements sexuels, les scandaleux hébergements ou accueils de migrants pour les glisser par le chantage ou par l'argent dans leurs lits, les recours aux jeunes prostitués... les hypocrisies sacrilèges d'une doctrine qui, côté cour, érige la chasteté et la fidélité en exigences de sainteté de ses brebis, quand, côté jardin, ses pasteurs font le contraire de leurs prêches. Comme le dit l'auteur : « Un système construit depuis les plus petits séminaires jusqu'au Vatican à la fois sur la double vie homosexuelle et sur l'homophobie la plus radicale. La schizophrénie de l'Église est insondable : plus un prélat est homophobe en public, plus il est probable qu'il soit homosexuel en privé ! »

Et s'il en était de même chez les fouteux ?

Chacun et chacune est libre de croire ou de ne pas croire, à un dieu ou à un autre, voir à plusieurs comme c'était le cas chez les Grecs ou les Romains pendant des siècles. Pour notre part, nous ne croyons à aucun dieu, à aucun sauveur suprême, qu'il soit de forme divine ou de forme humaine. Nous ne croyons pas plus à un maître qu'il soit à Rome, à Jérusalem ou à La Mecque. Nous continuerons à nous opposer à toutes les discriminations, à les condamner et à les combattre, où qu'elles soient... y compris au stade Marcel-Picot. Nous revendiquons de la transparence de la part de toutes les sectes et religions. Nous revendiquons que les droits de l'Homme s'appliquent à tous et à toutes, dans les stades comme dans les sombres sacristies. À toute cette vomissure pseudo-sportive et pseudo-religieuse, nous adressons un vibrant : *vade retro satanas...* et peut-être que Sodome sera épargnée !

Léon De Ryel

R

(1) Un jour, un copain me quitte précipitamment. Il devait assister à un match de foot au stade Marcel-Picot. Comme il n'était ni sportif, ni manifestant et n'avait aucun intérêt pour le sport en général, je lui fis part de mon étonnement et de cette surprenante conversion au foot, qu'il me reprochait de pratiquer. Il me dit qu'il n'allait au stade que pour la drague. Ce copain est homosexuel !

(2) Nouveau lien entre religion et football. Celle de l'islam, en Iran. Une Iranienne était poursuivie pour avoir tenté d'assister à un match de football, bravant l'interdiction faite aux femmes, en Iran, d'entrer dans les stades. Elle s'est immolée par le feu, il y a quelques jours. Elle risquait de 6 mois à 2 ans de prison. Elle est décédée suite à ses blessures.

(3) *Sodoma. Enquête au cœur du Vatican*, par Frédéric Martel. Éditions Robert Laffont. 23 €.





# manifestation le 24 septembre pour la défense des services publics, des salaires, des retraites

## Cercles de silence

Nancy  
samedi 28 septembre  
Place Stanislas à 15 h

Pont à Mousson  
samedi 12 octobre  
Place Duroc à 10 h 30

**Soutien aux pompiers  
en lutte !  
Soutien aux urgentistes !**



## Jeu

### Éloge de la faiblesse

Le « faible » pion devient une pièce puissante  
entre les mains d'un attaquant imaginatif.

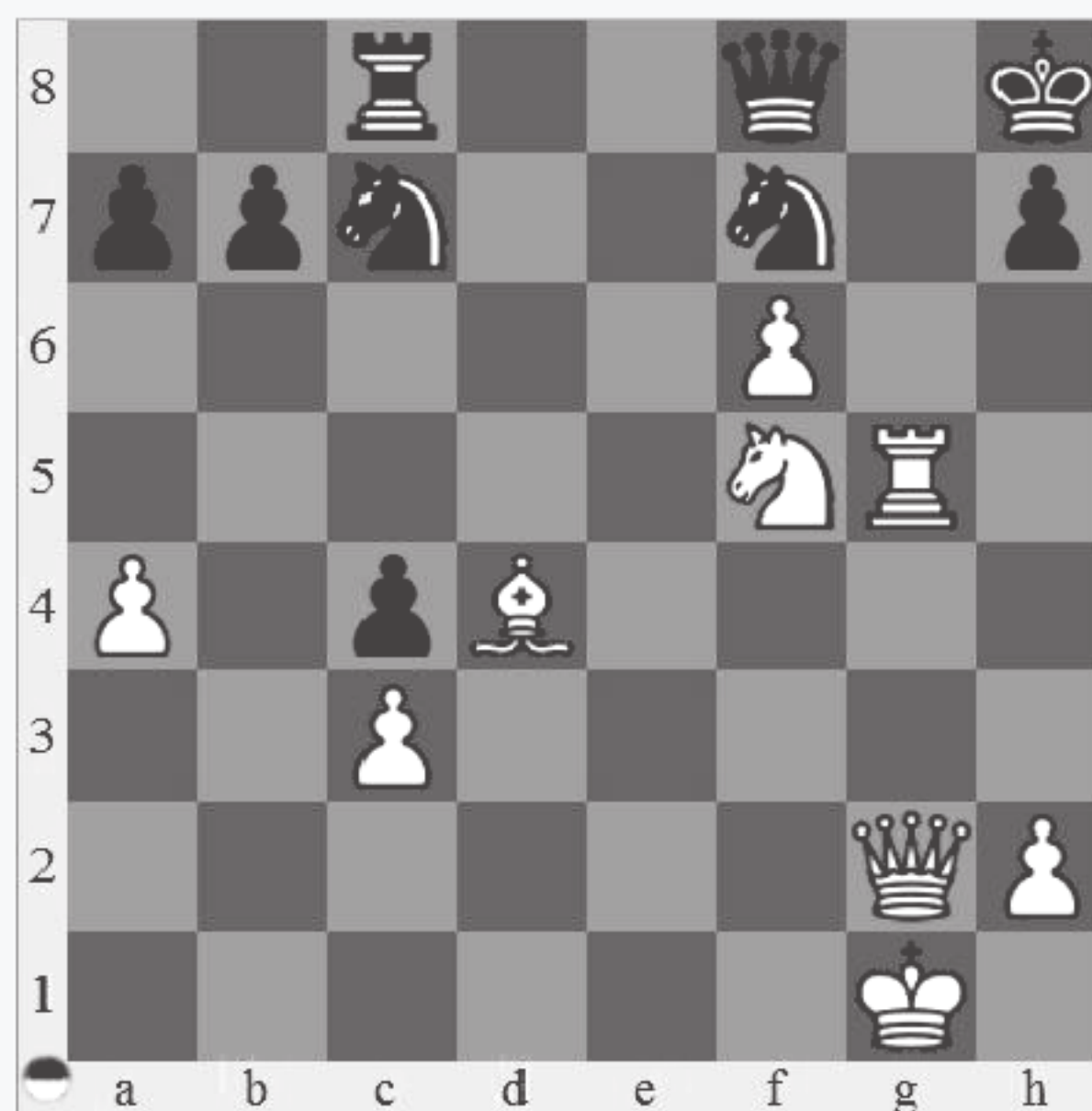
En voici un excellent exemple.

Trait aux Blancs.

### Solution d'un numéro précédent (62 sans doute)



1... Be3+!!  
2. Bxe3 ( Ou 2. Kb1 Qb5+ 3. Ka2 Qb2# . )  
2... Nf2!! ( Superbe : la menace est 2...  
Qd1# . )  
3. Bxf2 ( Le mat est imparable 3. Kb1 Qb5+  
4. Kc1 ( ) ou ( 4. Ka2 ) 4... Qb2# . ) 3...  
Qd2+ 4. Kb1 Qd1+ 5. Ka2 Qxc2#.  
Fleisig-Schlechter, Vienne 1893.



### Prochain numéro : Résister! #65

resister@nancy-luttes.net

Comité de rédaction : 14/10/2019 - Date limite d'envoi des articles : 13/10/2019

Points de dépôt :

\* Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy  
\* Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy

\* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy  
\* Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy



